

Le SE-Unsa, comme la fédération de l'Unsa Education, n'ont jamais été demandeurs de la mise en place d'un nouveau système de retraites.

Le Syndicat des Enseignants a toujours posé 2 éléments de base pour un éventuel projet :

- revalorisation réelle du salaire au regard du pouvoir d'achat dégradé des enseignants
- en cas de réforme du système de retraites : AUCUN centime en moins que ce qui est actuellement prévu avec le système en place pour aucun agent ET amélioration pour les carrières accidentées notamment celle des femmes et des temps partiels.

Après la présentation du projet du gouvernement par le premier ministre ce mercredi 11 décembre 2019, le SE-Unsa des Côtes d'Armor regrette que le gouvernement n'ait pas entendu l'inquiétude des personnels.

La réalité d'un pouvoir d'achat toujours aussi dégradé et la crainte d'une pension nettement amputée restent vives, alors même que nous appelons à la consolidation du contrat social qui nous unit.

Le choix de mettre en place un âge d'équilibre (âge pivot) est une ligne rouge que le gouvernement vient de franchir, tout comme celle de laisser entendre qu'une revalorisation des enseignants s'intégrerait dans la volonté de « repenser le temps, le métier, la carrière » ...

Au regard de la défiance de la profession envers le ministre de l'Education nationale et plus généralement envers le gouvernement qui a fissuré la fonction publique tout en fragilisant notre pouvoir d'achat, nous ne pouvons accepter de donner du crédit à de simples paroles.

La fragilité de son propos et l'absence de garanties chiffrées précises et argumentées ne font qu'accroître notre inquiétude.

Le temps des paroles et des promesses est terminé. Le premier ministre devait apporter des réponses claires et indiquer des éléments chiffrés précis. Il s'y est refusé, et nous en prenons acte.

Dès lors, le SE-Unsa 22 appelle l'ensemble des personnels de l'Education Nationale sur le département des Côtes d'Armor et au-delà, à organiser différentes formes d'actions, pour protéger l'ensemble des personnels de la fonction publique.

Nous appelons d'ores et déjà à une nouvelle journée de blocage national par la grève et les manifestations le mardi 17 décembre prochain.

**Robin MAILLOT**  
*Secrétaire Départemental*  
*SE-Unsa Côtes d'Armor*